

Attentes des français et propositions des élus

<https://ric14.ouvaton.org/>



Classement des pays selon leur indice de démocratie

Le classement des pays selon l'indice de démocratie établi par *The Economist* entre 2002 et 2022 montre que la France oscille régulièrement entre *démocratie imparfaite* (2/3 des années, y compris les 10 dernières années) et *démocratie à part entière* (1/3 des années). Ces quinze dernières années, la qualité de la démocratie en France est globalement stable, bien inférieure à celle de nombreux pays européens, mais aussi à d'autres pays auxquels on s'attend moins comme le Costa-Rica ou Taiwan.

Le fonctionnement actuel de nos institutions en est en grande partie responsable (peu de mécanismes de contre-pouvoirs citoyens, manque d'outils de démocratie directe).

Pays	2022	Pays	2022
Norvège	1	Allemagne	14
Nouvelle-Zélande	2	Australie	15
Islande	3	Japon	16
Suède	4	Costa Rica	17
Finlande	5	Royaume-Uni	18
Danemark	6	Chili	19
Suisse	7	Autriche	20
Irlande	8	Maurice	21
Pays-Bas	9	Espagne	22
Taiwan	10	France	23
Uruguay	11	Corée du Sud	24
Canada	12	Tchéquie	25
Luxembourg	13	Grèce	26

Source : *Democracy Index*, Classement 2022, <http://www.economistgroup.com/> et https://fr.wikipedia.org/wiki/Indice_de_démocratie

Les sondages sur le RIC

Récapitulatif des sondages portant sur le RIC en France

Date	Institut de sondage	Question posée	Pourcentage d'opinions favorables
06/2023	IFOP ¹	Référendums, conventions citoyennes, abstention... Quels regards les Français portent-ils sur l'état de la démocratie dans Hexagone ?	76 % favorables au référendum dans le cadre de 5 ^e république à propos des grands textes (72 % pour les -35 ans, 82 % pour les 50-64 ans) 67 % favorables à une 6 ^e république basée sur la proportionnelle avec plus d'encadrement des pouvoirs du président

¹ <https://www.ifop.com/publication/referendums-conventions-citoyennes-abstention-quels-regards-les-francais-portent-ils-sur-letat-de-la-democratie-dans-hexagone/>

02/2023	OpinionWay ²	Démocratie Ouverte - Mieux Voter - Les Français et la réforme des institutions	76,1 % favorables à la mise en place du référendum d'initiative citoyenne constituant
02/2022	IFOP ³	Les Français et le référendum constituant d'initiative citoyenne	73 %
12/2021	Harris Interactive	Le rapport des Français à la démocratie	73 %
02/2020	OpinionWay	Les Français et la concertation citoyenne	71 %
03/2019	Viavoice	Observatoire de la démocratie	62 %
01/2019	Harris interactive		80 % favorables au RIC législatif 62 % favorables au RIC dans la constitution.
12/2018	Sciences Po CEVIPOF	Baromètre confiance politique	69 %
12/2018	Odaxa	Mouvement des « gilets OpinionWayjaunes » et attitude d'E. Macron	78 %
12/2018	Elabe		82 % favorables à un RIC législatif 67 % favorables à un RIC dans la constitution.
04/2017	IFOP	Quelle réforme institutionnelle pour les Français ?	83 % favorables l'instauration du RIC en France 89 % favorables au référendum obligatoire avant toute révision de la constitution.
03/2011	IFOP	Les français et le référendum d'initiative populaire	72 %

Quels enseignements en tirer ?

La force principale des sondages réalisés sur le référendum d'initiative citoyenne réside dans :

- leur nombre : une douzaine de sondages recensés
- leur cohérence : tous indiquent une large adhésion au RIC depuis plus de 10 ans

Que conclure des sondages actuels sur le RIC ?

Les Français sont largement et indiscutablement favorables au RIC. Ceci était vrai avant, pendant et encore trois ans après le début du mouvement des gilets jaunes.

Aucun élu ne devrait rester indifférent à un tel niveau d'adhésion envers une mesure non partisane qui concerne les droits politiques de tous.

Si nos représentants snobent encore le référendum d'initiative citoyenne et son importance pour la population française, gageons que c'est par méconnaissance.

2 <https://opinion-way.com/fr/sondage-d-opinion/sondages-publies/politique/opinionway-pour-agonalab-democratie-ouverte-mieux-voter-les-francais-et-la-reforme-des-institutions-janvier-2023.html>

3 <https://www.ifop.com/publication/les-francais-et-le-referendum-constituant-dinitiative-citoyenne/>

Discussion autour d'arguments donnés contre le RIC

Risque de voir le droit à l'avortement remis en question

L'exemple de l'Irlande montre que le peuple peut être en avance sur ses représentants contre toute attente (pays conservateur). En effet, le droit à l'avortement a été obtenu de manière nette en 2018 (66% pour avec une participation de 64%).

De plus, pour prendre l'exemple des États-Unis, les restrictions concernant le droit à l'avortement ne sont pas passées par voie référendaire, c'est la cour suprême qui a décidé de laisser légiférer chaque état. En croisant la liste des états disposant d'un RIC et les états ayant utilisé cette possibilité de la cour suprême, on constate par exemple que le Kansas, grâce au référendum, a rejeté à près de 60% des électeurs un amendement qui aurait fragilisé le droit à interrompre une grossesse. La Californie, disposant également du RIC, a maintenu la légalité du droit à l'avortement.

Risque de voir la peine de mort rétablie en France

Aucun pays ayant le RIC n'a rétabli la peine de mort.

Sur 23 pays classés en *démocratie à part entière* par *The Economist*, 3 ont encore la peine de mort. En Europe, le seul pays est la Biélorussie.

En revanche, sur 52 pays classés en *démocraties imparfaites*, 17 ont encore la peine de mort.

Conclusion, la majorité des pays les plus démocratiques n'envisagent pas la peine de mort.

Plus de 60% des français sont hostiles à la peine de mort. S'il y avait un RIC, la peine de mort ne serait donc pas rétablie. À l'inverse, étant donné le fonctionnement actuel peu démocratique de la France, des élus autoritaires et extrémistes pourraient tout à fait rétablir la peine de mort sans que les citoyens n'y puissent quelque chose.

Enfin, la pétition 1559 pour l'instauration d'un RIC constituant déposée le 2 mai 2023 sur le site de l'Assemblée nationale demande spécifiquement à ce qu'aucune révision de la constitution ne puisse « avoir pour objectif de restreindre les droits civils et politiques garantis par la Constitution ».

Risque de voir le mariage pour tous remis en question

Le mariage pour tous peut être remis en question sans que le RIC soit instauré en France et sans que les citoyens n'aient leur avis à donner.

En revanche, si nous avons eu le RIC au moment des débats autour du mariage pour tous, nous aurions pu être mieux informés sur les droits du mariage, travailler sur les lois du mariage et du divorce qui pénalisent surtout les femmes, etc.

En effet, les pays qui ont un RIC sont mieux informés du fonctionnement de leurs institutions et connaissent les raisons des choix de société.

Avec un RIC, nous aurions pu améliorer les lois encadrant le mariage et tous les autres types d'union.

Comparatif des RIC proposés par les partis

Tableau synthétique élaboré à partir de <http://label.ric-france.fr/>

Partis	Proposition de RIC
LREM	RIP (et non RIC, c'est à dire aucune initiative citoyenne) Ne répond pas aux attentes des français (voir sondages) Dans le rapport Vedel à l'origine du RIP (Comité consultatif pour la révision de la Constitution, 15 février 1993), on lit (p. 14): « Si la proposition n'est pas <i>adoptée</i> par le Parlement dans les quatre mois, le Conseil constitutionnel décide de l'organisation d'un référendum. ». Or, le mot <i>adoptée</i> a finalement été remplacé par le mot <i>examinée</i> , ce qui change évidemment tout.
Parti socialiste	Initiative citoyenne en matière législative uniquement Référendum d'approbation des lois
EELV	RIC à toutes les échelles géographiques Initiative citoyenne RIC veto, législatif Accès rapide et détaillé à l'information Déclenchement raisonnable en seuil et en méthode
France insoumise	RIC à toutes les échelles géographiques Initiative citoyenne législative RIC abrogatif (annuler une loi) RIC révocatoire (comme en Californie et d'autres états des USA) Possibilité de convoquer des assemblées (constituante, collèges d'experts...) <i>Proposition de nov. 2022</i> : modifier les conditions de déclenchement du RIP
Parti communiste	Initiative citoyenne législative RIC abrogatif Décision prise par RIC supérieure à celle de tout autre acteur politique Contrôle des signatures Déclenchement raisonnable en seuil et en méthode

Proposition de la pétition 1559 pour l'instauration d'un RIC constituant

Cette pétition déposée le 02/05/23 sur le site de l'Assemblée nationale a été classée le 11/10/23 par la commission des lois, empêchant tout débat. Voici ce qu'elle propose :

- RIC permettant de modifier la constitution
- Campagne d'information garantissant la diffusion de débats contradictoires et de toutes les informations nécessaires à un choix éclairé
- RIC en toutes matières, y compris traités internationaux (comme en Suisse, Irlande, Danemark...), propositions soumises à l'avis du Conseil constitutionnel, impossibilité de restreindre les droits civils et politiques garantis par la Constitution
- Décisions prises par référendum modifiables uniquement par référendum
- Seuil de déclenchement raisonnable des RIC (dans un délai de 18 mois, 700 000 signatures, c'est à dire équivalent au nombre d'électeurs représentés par 9 députés)
- Contrôle des signatures par le Conseil constitutionnel
- Modalités raisonnables de déroulement des RIC
- Soutien aux initiatives accessibles à tous les citoyens